

La fonction publique en ligne de mire

Malgré les décisions de la Cour de Cassation concernant les pseudo syndicats Fn, le danger n'est pas écarté.

Menaces directes, pratiques intolérables dans les villes dirigées par le Front national se multiplient.

Les mobilisations aussi...

« Le racisme, ça se combat »

Dans le cadre de la campagne de la CGT contre le racisme, et à l'appel de la fédération des Services Publics, une journée de débat et de manifestation a été organisée le 9 avril à Orange, pour dénoncer les méthodes de gestion des municipalités FN.

Les personnels de Vitrolles, Marignane, Orange et Toulon ont témoigné des vexations, brimades, harcèlements quotidiens et atteintes aux droits syndicaux dont ils sont victimes. Les 1500 personnes présentes à la manifestation étaient aussi là pour dire que les abus sont également le fait d'autres municipalités comme Alès ou Corbeil-Essonne et qu'il ne faut pas « *scinder les revendications classiques et le combat contre le racisme* ».

Vincent Debeir, secrétaire général de la fédération des services publics, a rappelé que « *le mal n'existe pas que chez les autres* ».

Sommaire

P.1	Fonction publique : menaces et ripostes
P.2	Après les décisions de la Cour de Cassation
P.3	Retours sur le 1 ^{er} mai
	Le FN contre le mouvement des chômeurs
P.4	MCA, Alcatel, des tracts nauséabonds
	Revue de Presse

« Les militants ne sont pas imperméables » au racisme, a déclaré Jacqueline

Léonard, secrétaire du syndicat, secteur Droits et Libertés. Il faut sans cesse « informer, témoigner, dénoncer », et démontrer que « le racisme est un facteur d'affaiblissement du syndicalisme ». (VO du 17 avril 1998).

Un postier menacé

Comme d'autres en France, Joseph Le Bris dit « Jo », facteur à Rosporden en Finistère, avait refusé de distribuer la propagande électorale du F-Haine. Le 19 mars, il reçoit un courrier à en-tête de la Fédération Fn du Finistère, dont la teneur dévoile largement les méthodes fascistes : - mise en cause des fonctionnaires en général : « vous, J. Le Bris, préposé à la distribution, avez donc refusé tout pur (sic !) d'effectuer votre travail pour lequel vous avez été payé deux fois » - ce qui est faux, la distribution de P.N.A. (publicité non adressée) s'effectuant sur la base du volontariat, en plus de la tournée habituelle et contre rémunération, - considérations sur l'appartenance syndicale (CGT) et la qualité d' élu municipal de Jo, - et en conclusion, menaces à peine déguisées : « j'ai eu l'immense plaisir d'effectuer votre tournée, en vous devisageant bien à l'occasion d'une rencontre...je puis vous assurer ainsi qu'à votre famille qu'une attention toute particulière vous sera accordée à l'avenir »...

Jo, 30 ans de militantisme, a décidé de ne pas laisser faire : des motions de soutien ont été votées par les conseils municipaux du canton, un rassemblement d'une centaine de personnes a eu lieu le 23 mars à Rosporden.

Enfin, une plainte est déposée. La Poste prendra en charge les frais de procédure, au titre de l'article 11 sur la diffamation d'un fonctionnaire pendant l'exécution de son service. Notons cependant que l'administration a refusé de porter plainte elle-même ; pour La Poste, la vic-

time est Jo Le Bris, le F-Haine restant un client comme un autre...

Fonctionnaires citoyens

La fédération CGT des Services Publics a vivement réagi à l'élection de J-P Soisson, avec les voix du FN, à la tête de la région Bourgogne. En effet, JP Soisson était président du Centre National de la Fonction Publique Territoriale, établissement public chargé de la formation des personnels des collectivités locales (1 300 000 agents). La fédération a adressé un courrier à tous les administrateurs, pour qu'ils élisent un nouveau président. Elle rappelle que « les collectivités locales sont au cœur des dispositifs mis en oeuvre pour lutter contre la fracture sociale, l'exclusion ». Le CNFPT ne peut être présidé par « un homme qui a brigué un mandat électif en recherchant une alliance avec ...un parti qui se prononce pour la préférence nationale, l'exclusion. » Un nouveau président sera élu en juillet.

Les maux de la Seine Saint Denis

Claude Allègre a qualifié les actions des enseignants, parents et élèves de Seine-Saint-Denis, « d'attitudes irresponsables qui nourrissent le Front National ». Il estime que le mouvement n'est autre « qu'une surenchère peu lucide ». Le SNES-FSU a dénoncé « un tel mépris et une telle provocation à l'égard de ceux qui agissent pour faire face à des situations d'extrême urgence sociale ».

«Ecole, attention danger»

Une semaine plus tard, National Hebdo (N° 709 du 30.04) consacrait une page à l'école.

Extraits :

« Véritable «exception à la française», l'institution scolaire - parce que s'y conjuguent problèmes dus à l'immigration et ravages de l'idéologie soixante-huitarde - est la cible principale de la violence des jeunes...La faute à qui... La faute tout d'abord à l'institution qui, prétendant remplacer l'instruction par l'éducation, a fait du laxisme sa méthode...Et puis la faute...La faute à l'indicible...Cette chose à laquelle tout le monde pense mais qui est indicible : l'immigration. Tout le monde le sait mais

se refuse à le dire ouvertement ». L'article parle de « mensonges », « d'hypocrisie », avec le lexique habituel de la peur (« guerre des cités, insécurité, violence des banlieues »...) pour présenter le point de vue du FN comme une évidence et comme découlant du bon sens.

Après les arrêts de la Cour de Cassation sur le FN-Police et le FN-Pénitentiaire

Réactions syndicales

La CGT et la CFDT se sont félicitées des arrêts rendus par la Cour de cassation.

La CGT (Le Peuple 28.04.98) « en appelle au gouvernement (...) pour que soient prises très rapidement les mesures législatives écartant le Front national et ses listes CFNT des élections prud'homales ». L'Hebdo du 01.05.98 explique en détail les deux arrêts.

La CFDT a déclaré que ces décisions constituent une « condamnation ferme de la volonté d'introduire des pratiques discriminatoires et racistes dans les entreprises » et qu'elles « devraient mettre un terme à la volonté de ce parti de détourner la liberté syndicale ».

Le SNPT-Unsa (Syndicat national des policiers en tenue) s'est également déclaré satisfait de la décision « qui va dans le sens de sa lutte contre l'entrisme des thèses extrémistes dans la police ».

L'UGSP-CGT (Union Générale des Syndicats Pénitentiaires) a par ailleurs rappelé que « le combat contre la haine, la xénophobie et le racisme continue ».

Réaction dans NH

Alors que Mégret avait immédiatement dénoncé une « *machination politico-judiciaire* » destinée à « *bloquer le Front national* », National Hebdo joue sur un autre registre.

NH n° 717 (16-22.04.98) dénonce un « *nouveau coup de force contre le syndicat FN-Police* » et souligne que le FN Pénitentiaire risque aussi d'être « *à son tour, interdit pour les mêmes raisons politiques* » - l'arrêt de la cour d'appel de Montpellier ayant été cassé, une nouvelle cour d'appel, celle de Toulouse, devra se prononcer, ndlr.

A la même page NH reprend un article du Figaro dans lequel J.L. Validire essayait de chiffrer « *les effectifs réels* » des confédérations, bien inférieurs évidemment selon NH aux chiffres annoncés par les syndicats. Un autre moyen de contester la représentativité des syndicats.

Retours sur le 1er mai

Le 1er mai syndical

Il était placé sous le signe des 35 heures, de l'emploi et de la solidarité.

L'appel en Ile de France des syndicats CGT, CFDT, FSU, UNSA, UNEF et UNEF-ID revendiquait notamment la « solidarité français et immigrés pour des droits sociaux, l'emploi, contre le racisme et la xénophobie, les extrémismes et le Front national qui veulent semer leur idéologie de haine et d'exclusion ».

Le 1er mai de National Hebdo

A l'occasion du 1er mai National Hebdo a consacré plusieurs articles à la préparation de sa « commémoration ».

Bruno Gollnisch d'abord, dans une interview, entonne le couplet du complot des « partis de l'establishment » qui s'acharnent contre son parti et appelle à « nous mobiliser pour que le 1er mai, fête de Jeanne d'Arc et des travailleurs français, manifeste avec éclat notre détermination à faire respecter nos droits de Français et de citoyens » (NH n° 718 23-28.04.98).

Sous le titre racoleur « 1er mai national contre l'Euro - une seule France » le NH suivant donne la parole à Bruno Mégret qui revient sur les résultats des régionales, trouve l'initiative de Charles Million « intéressante (...) et peut-être bénéfique pour l'avenir de notre pays », et termine ses diatribes par cette phrase : « Cognons, cognons, le mur va tomber (référence au mur de Berlin !, ndlr), l'offensive française sera victorieuse. »

Enfin le n° 720 de NH accorde une large place au discours de Le Pen du 1er mai.

Quelques extraits en vrac :

« Pendant des décennies le 1er mai a été l'anniversaire des luttes souvent sanglantes du monde du travail (...) aujourd'hui, intégré à la culture nationale, érigé en fête chômée nationale des travailleurs, il doit être un événement national. »

Après une violente charge contre les fonctionnaires et les 35 heures, il continue sur « l'esclavage d'aujourd'hui » en désignant les communistes et « l'esclavage qui a régné férocement dans les goulags ».

Quant aux immigrés, ce serait leur rendre service que de les renvoyer puisque « (les) clandestins sont, eux, les victimes les plus exposées de ce nouvel esclavage. Prisonniers dans des conditions scandaleuses, surexploi-

tés, on en rencontre partout, même ici au cœur de Paris. Les esclaves ont peut-être changé de nature, mais les négriers eux sont toujours les mêmes. Ils sont connus mais curieusement intouchables. ». Et pour ceux qui n'auraient pas compris il précise : « les nouveaux négriers », ce sont « les grand pontes de la finance internationale, de cette finance anonyme et vagabonde qui veut détruire les nations ».

Le discours se termine sur la « barbarie mondialiste » et le « mirage mortel de Maastricht ».

Ainsi donc le cocktail fasciste pour ce 1er mai était composé. Des revendications des travailleurs aucune trace, mais un appel à la haine chauvine et nationaliste, et un antisémitisme à peine voilé.

3 BROCHURES DISPONIBLES !

**Les rencontres syndicales antifascistes,
Paris 1er mars 1997**

(30 F + 10F de port)

2 ans d'information syndicale antifasciste

(20 F + 10 F de port)

Agir contre le Front national et son programme pseudo social

(60 F + 16 F de port)

Les 3 brochures : 100 F + 25 F de port

Le Fn contre le mouvement des chômeurs

Dans un communiqué de presse du 26.01.98, Bruno Mégret donne le ton : « il (le Fn) soutient les chômeurs et non le mouvement des chômeurs (...) il est donc solidaire de la souffrance de nos compatriotes sans travail (...), en revanche il dénonce le prétendu mouvement des chômeurs manipulé cyniquement par l'extrême gauche et notamment par le parti communiste »...

Dans le journal parisien du Fn « Paris l'espoir » (Fév.-Mars 1998) une page entière reprend ce positionnement. A côté d'un article prétendant informer les lecteurs sur les différents mouvements AC!, MNCP, APEIS, Comités CGT de chômeurs..., un deuxième met en garde : « Amis chômeurs, ne vous laissez pas abuser », et de revenir sur les causes du chômage :

« Le chômage actuel est surtout directement issu de cette immigration voulue et encouragée par le patronat et l'établissement politique (...) voyant dans sa venue, soit un futur électorat docile pour la gauche, soit une main d'œuvre à bas prix pour la droite » et d'en conclure : « que les vrais chômeurs, victimes en somme du politiquement et de l'économiquement correct sachent donc que ces activistes virulents qui veulent conquérir le

pavé parisien dans la perspective d'un nouveau Mai 68 sont finalement leurs pires ennemis ! ».

Suit un encadré sur la Maison des Ensembles (Immeuble occupé depuis décembre 97 par des associations et des syndicats à Paris dans le 12^{ème}) appelée élégamment la « Maison Fourre-Tout » occupée par des « agités du bocal » ne vivant que de subventions gouvernementales !...

Le mépris et la haine, tel est donc le message du Fn aux chômeurs en lutte.

Des tracts nauséabonds

A l'entreprise **MCA** (Maubeuge Construction Automobile, filiale de Renault), la CGT dénonce la diffusion d'écrits racistes. Jean-Noël Rousseau, secrétaire du syndicat a adressé une lettre ouverte au PDG : « des écrits incitant à la haine raciale et d'une extrême violence ont de nouveau circulé », et ils font écho à un climat déjà ancien dans l'entreprise. Il rappelle que Renault et MCA « ont eu souvent recours à une main d'oeuvre « bon marché » dans le passé, par l'intermédiaire d'une agence d'intérim tenue par M. Deresnes, responsable local du FN. »

J-N. Rousseau réclame une campagne de sensibilisation dans l'entreprise et demande au PDG de « condamner fermement tout acte et écrit à caractère raciste et xénophobe ». (« Liberté-Hebdo » 24/04/98).

Un tract pas si anonyme que ça... ?

Après un contrôle de l'inspection du travail - concernant la durée du travail des cadres - sur le site **Alcatel - ATA** de Massy (Essonne), un tract a circulé dans l'entreprise. « Signé » par « un collectif d'ingénieurs et de mensuels », intitulé « Ausweiss bitte! Mon entreprise à l'heure allemande. », ce tract est une longue logorrhée émaillée de références à la période de l'occupation : « miliciens de la CFDT », « fascisme administratif », « rafle d'ingénieurs », sans oublier « la SS CFDT (section syndicale pour le moment mais petit facho deviendra grand) » (sic ! !).

Suit un paragraphe d'injures nominatives envers les militants de la CFDT, qualifiés de « soixante-huitard avorté » ou de « groupie syndicale médiocre (qu'il faudra peut-être tondre) »...

Cerise sur le gâteau, la conclusion qui invite les salariés à dire « non au ticket de rationnement du travail ».

Dans National Hebdo n° 712 (12-18.03.98) un article intitulé « Rafle d'ingénieurs à Massy »... Voici la version de NH : « Le raid est organisé par l'inspection du travail, « tuyautée » par des syndicalistes CFDT ». Les inspecteurs du travail sont qualifiés successivement de « commando », de « Starsky et Hutch », d'« envahisseurs »... Ceux qui ont agi sur le site Alcatel étant bien entendu des « marxistes qui colonisent l'inspection du travail »...

NH prédit aussi avec les 35 heures la réapparition des pointeuses, l'aggravation du stress pour les cadres, bref une « régression » dans les conditions de travail.

On peut s'interroger sur la provenance du tract diffusé à Massy... quoi qu'il en soit l'article de NH nous donne une certaine explication de texte.

Revue de Presse

« **Faire front à Vitrolles** » : **CFDT Magazine** de mai 1998 consacre un article aux animateurs de Vitrolles. Refusant de céder aux pressions de la municipalité Fn, menacés dans leur emploi, ces travailleurs sociaux témoignent de la difficulté d'exercer face à « la folie sécuritaire et anti-immigrés » des élus Fn.

« **Front national : la résistible ascension** » : dans l'**Hebdo** (CGT) du 08.05.98, Henri Marfoure, Secrétaire du Comité Régional PACA souligne, après les résultats de l'élection législative partielle de Toulon (Cendrine Le Chevallier, candidate Fn, a été battue), « les prémices pour le moins encourageants » d'un certain recul électoral du Fn en PACA, « résultat d'un travail opiniâtre de terrain mené par de nombreuses organisations politiques, associatives ou syndicales et aussi de simples citoyens ».

Abonnement

Nom, Prénom (ou syndicat) :

Adresse :

Code Postal : Ville :

10 numéros (1 an) : 50 frs

Abonnement de soutien : 100 frs ou plus
Chèques à l'ordre d'ISA

Pour nous contacter
BP 241-16 75765 Paris cedex 16
Tel- Fax : 01 42 30 96 63

Informations Syndicales Antifascistes (I.S.A.)
Dir. De publication F. Pécoup – Comité de rédaction :
commission syndicale de Ras l'front
N° CCPA en cours – imprimé par nos soins